Posture et imposture d'Emmanuel Macron

Dans la bataille d'après dissolution de l'Assemblée nationale, E. Macron agite la peur des « extrêmes » et la menace de la « guerre civile » en France. L'heure est grave, l'extrême droite est aux portes du pouvoir. Les organisations de gauche se sont levées comme un seul homme pour protester contre les résultats des élections européennes. Mais la comédie politique actuelle ne peut pas faire oublier que le racisme est ancré depuis longtemps dans les rouages du pouvoir. La politique raciste ne peut être imputée à la seule extrême droite.

En votant pour E. Macron à la présidence de la République, beaucoup ont voulu « faire barrage » pour échapper à l'extrême droite sans savoir qu'ils installaient l'extrême droite au pouvoir. Autrefois et dans d'autres lieux, on lynchait les Noirs pour intimider les esclaves. Sous le régime Macron on organise la chasse à l'Arabe et au musulman dans la rue et dans les médias. Loi séparatisme, loi immigration, dissolution d'associations, perquisitions, expulsions, intimidation, propagande grossière et mensonges d'Etat, durant l'ère Macron, une violence raciste et islamophobe sans précédent a été mise en œuvre, poursuivant le chemin engagé par ses prédécesseurs, pour faire taire les voix de ceux qui refusent l'ordre capitaliste destructeur et néocolonial.

En France, les Arabes et les Noirs expérimentent en réalité l'extrême droite depuis des dizaines d'années. Accompagnant la République française dès ses premiers pas, la colonisation française et son corollaire, la violence raciste, ont façonné l'Etat français et ses institutions. La Vème République et sa constitution sont sorties directement des flancs de la guerre civile de 1958-1962 et du coup d'état gaulliste, période de haine raciale et torture généralisée à l'encontre des Arabes. Les méthodes coloniales ont été recyclées pour réprimer les

classes populaires racisées. La peine de mort a été abolie dans la loi en 1981, mais la police tue dans la rue de jeunes Arabes et Noirs « pour refus d'obtempérer ». La France est allée jusqu'à demander conseil à Israël pour mater la révolte des jeunes des quartiers populaires après l'assassinat de Nael en juillet 2023.

La politique raciste et les discriminations, ce legs colonial, persisteront tant que ces populations seront assignées à des conditions sociales d'indignité et de pauvreté dans lesquelles cette société capitaliste a plongé des millions de personnes. Partout le pouvoir cherche à diviser le peuple et à contrer la lutte des classes en faisant de l'Arabe et du Noir l'ennemi de la société. Le racisme n'est pas une invention de l'extrême droite, il est dans l'ADN du capitalisme.

Mais la violence d'Etat ne se limite pas aux populations racisées, et s'étend désormais à tous ceux qui refusent de se soumettre à l'ordre établi injuste, les gilets jaunes peuvent en témoigner. L'Etat déploie davantage de violence parce qu'il est incapable de donner une réponse sociale, incapable de satisfaire l'aspiration des classes populaires à vivre dans des conditions dignes.

Dans ses derniers moments de survie politique, E. Macron tente de prendre une posture gaullienne en invoquant la dissolution de 1968, mais le costume est trop grand pour lui. Le pays est plongé dans une vaste tragicomédie. Sans s'en rendre compte, le président français est entrain de dissoudre son propre camp et peut-être le système politique dans son ensemble.

Comité Action Palestine

3 juillet 2024